

L'Idex chez les Ch'tis

Retour sur un échec

Gabriel Galvez-Behar
Maître de conférences en histoire
Université Lille 3

27 mars 2011

Le Commissariat général à l'investissement vient de donner les résultats des “pré-projets” d'Initiatives d'excellence qui pourront prétendre, à terme, au financement de 7,7 milliards d'euros prévus dans le cadre du “Plan d'investissements d'avenir” (PIA). Le “pré-projet” porté par le PRES “Université Lille-Nord-de-France” (PRES ULNF) n'y figure pas. Dans un article du site internet de la *Voix du Nord* du 27 mars 2011, le président du PRES ULNF, Christian Sergheraert, tend à minimiser ce résultat et affirme ne pas être déçu. Selon le journaliste de la *Voix du Nord*, on aurait craint le “drame” vendredi soir, laissant entendre que le pire aurait finalement été évité puisqu'un repêchage était envisageable.

Disons-le tout net : nous ne partageons pas cet optimisme de façade ou cet aveuglement commode. Bien qu'on doive reconnaître que tout cela n'a rien d'un “drame” à la lumière de l'actualité, ces résultats sont un grave revers pour l'enseignement supérieur et la recherche dans notre région parce qu'ils s'ajoutent à d'autres déconvenues. Tout le monde a en tête le plan Campus. Les retours des appels à projets du PIA doivent nous amener à dresser un constat d'échec. Dans le cadre de ce plan, les établissements de la région, coordonnés par le PRES, ont présenté 8 projets de laboratoires d'excellence (LABEX), 15 projets d'équipements d'excellence (EQUIPEX), deux projets de cohortes, un projet d'institut hospitalo-universitaire (IHU), un projet de société d'accélération de transfert de technologie (SATT) et un projet d'Institut de recherche technologique (IRT)¹. À ce jour, seul un LABEX et cinq EQUIPEX ont été retenus ; d'après les informations qui circulent – que l'on serait heureux de voir démenties – le projet d'IHU n'aurait pas été couronné de succès. Reste à voir ce que donneront les projets de SATT et d'IRT. Même si une seconde vague d'appels à projets doit intervenir prochainement – encore que les choses demeurent incertaines –, les résultats partiels de cette première vague sont un échec et il convient de le dire clairement.

Comment en sommes-nous arrivés là ? C'est à cette question que nous souhaiterions donner quelques éléments de réponse tout à fait personnels. Derrière le consensus de façade relayé par une presse régionale que l'on s'est visiblement bien gardé d'informer des difficultés réelles, le montage de ces projets a

1. Ces informations sont extraites du dossier IDEX UNLF disponible le site du PRES ULNF, p. 13-14.

donné lieu à des tensions qui résultent d'une situation de crise de l'enseignement supérieur et de la recherche en région. Sans traiter cette dernière, il sera impossible de prétendre à des avancées significatives. Pour la traiter, il faut jeter un regard lucide sur ce que nous sommes. Les lignes qui suivent n'ont d'autre prétention que de contribuer à cette tâche nécessaire.

Un contexte peu favorable

Notre région offre un écosystème peu favorable à la recherche et à l'enseignement supérieur. Le poids de l'histoire est l'un des arguments souvent avancés pour expliquer la faible présence des organismes de recherche. Terre d'invasion, le Nord-Pas-de-Calais aurait été délaissé afin de ne pas exposer le potentiel scientifique français que l'on a préféré concentrer sur Paris et décentraliser dans le Sud de la France. Cet argument a sans doute quelque valeur. Il a aussi quelques limites. Le fait que le Nord de la France soit une terre d'invasion ne date pas du XX^e siècle. Cela n'a pas empêché le développement d'une faculté des sciences à Lille dès 1854. On pourrait aussi ajouter que l'Alsace, terre d'occupation s'il en est, voit aujourd'hui son université strasbourgeoise reconnue parmi les pré-projets IDEX retenus. Il faut donc relativiser le poids de l'argument historique.

Il est vrai, toutefois, que les organismes de recherche sont relativement peu présents dans notre région et il faudrait s'interroger plus finement sur les raisons d'un tel retrait. L'héritage évoqué ci-dessus et la proximité parisienne ne sont sans doute pas les facteurs uniques. On doit sans doute en ajouter un autre : le cercle vicieux de l'absence. L'absence de l'État se nourrit d'elle-même puisque ce dernier peut toujours justifier son refus d'investir un peu plus dans notre région par le fait que cette dernière n'est pas assez "dense" en termes de chercheurs. Dans un monde scientifique où l'on ne prête qu'aux riches (il s'agit de "l'effet saint Matthieu" mis en avant par un célèbre sociologue des sciences américain, R.K.Merton), même en matière scientifique les pauvres sont voués à être toujours plus mal lotis. Le deuxième effet pervers de ce cercle vicieux est d'étouffer toute critique sur notre mode de fonctionnement interne. En définitive, le coupable c'est toujours l'autre – l'État, le CNRS, Paris, etc. Cela n'est pas toujours faux, sans être tout à fait vrai.

S'il est vrai que notre région continue de souffrir de la crise des anciens bassins industriels, s'il est vrai qu'elle présente toujours de lourds handicaps, il faut aussi souligner qu'en matière d'enseignement supérieur et de recherche notre région pâtit d'un environnement économique défavorable. Les entreprises du Nord-Pas-de-Calais, qui comportent comme chacun sait un certain nombre de fleurons de l'économie nationale, investissent peu en recherche-développement. Dans notre région, la dépense privée en recherche-développement par habitant est l'une des plus faibles de France. De ce fait, les fameuses "synergies" entre la recherche publique et la recherche privée ne sont pas aussi intenses qu'elles le sont dans d'autres régions. Cela pose la question du mode de développement de notre économie régionale d'autant que les collectivités territoriales, sans doute mobilisées par d'autres urgences, ont longtemps hésité à investir autant que d'autres dans l'enseignement supérieur et la recherche.

D'autres raisons entrent en ligne de compte. Notre région se caractérise par un éclatement tout à fait inédit de son système d'enseignement supérieur. Pour s'en tenir au monde des universités, elle comporte six universités publiques, sur

de nombreux sites, et un Institut catholique. L’antagonisme État/la Catho est problématique. Les universités publiques ont pour tâche d’encadrer une population étudiante socialement défavorisée tout en menant un important effort de recherche et tout en étant soumise à une évaluation de plus en plus stricte. Même si elle est ouverte à une population moins favorisée qu’on ne le dit, “la Catho” peut s’appuyer sur les frais d’inscription de ses étudiants, sur des soutiens politiques importants – et parfois paradoxaux d’un point de vue partisan –, sans pour autant subir une évaluation aussi rigoureuse que celle des universités publiques. À notre connaissance, l’Agence d’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur (AERES) n’a pas évalué l’Institut catholique et il est bien souvent difficile de savoir, CV à l’appui, quels sont ceux qui enseignent et cherchent réellement derrière les murs du boulevard Vauban.

La concurrence des universités ne se résume toutefois pas à un antagonisme simpliste public / privé. Les universités publiques se suffisent à elle-même pour s’épuiser dans des guerres de clochers, on y reviendra. Il n’en demeure pas moins que “l’écosystème” septentrional n’est pas favorable à un développement de l’enseignement supérieur et de la recherche à la mesure des atouts de notre région. Faute d’un substrat riche (riche en recherche-développement privée, riche en investissements publics), les acteurs sont condamnés à se déchirer pour se partager une relative pénurie et pour tenter de surmonter vainement de nombreux obstacles.

La responsabilité des universités publiques

Ce rapide tableau ne doit pas pour autant dédouaner les universités publiques septentrionales de leurs responsabilités. Toutefois, avant d’entamer une nécessaire critique – qu’il ne faut pas confondre avec un dénigrement morose –, il faut reconnaître le travail des universitaires et de l’ensemble des personnels de l’enseignement supérieur dans l’académie de Lille. Dans un contexte marqué par l’absence relative des grands organismes et par la faiblesse de la RD privée, ce sont les universitaires qui portent l’essentiel de l’effort de recherche en région. Et il ne s’en sortent pas si mal. A la lecture des indicateurs dont on dispose et qui sont, par définition, discutables, notre région se situe dans une position médiane en terme de production scientifique (sauf dans certains secteurs comme les sciences humaines et sociales où elle se situe dans le quart de tête). Osons ici une hypothèse : si ces indicateurs prenaient en compte, non plus simplement la *production scientifique* mais sa *productivité*, les universitaires de notre région n’auraient pas à rougir, loin de là. Il faut que nos élites régionales s’en convainquent.

Les universitaires régionaux sont toutefois responsables de la concurrence dont ils se plaignent. Il est de notoriété publique que la tripartition des universités lilloises s’est faite sur le terreau d’antagonismes idéologiques et d’inimitiés personnelles qui continuent de peser. Par ailleurs, la plupart des universités régionales sont inquiètes, à juste titre, du devenir de leurs effectifs. Certaines formations, et pas seulement dans les universités “nouvelles” ou “périphériques”, tournent à moins de dix étudiants. Toute coopération réclamant un minimum de transparence – quels sont les effectifs de chacune des formations dans chacune des universités ? –, la crainte est qu’une opération “vérité” mette à mal des formations et, partant, des postes et des moyens. La même logique prévaut lors-

qu'il s'agit de dresser un tableau à l'échelle régionale de la qualité des équipes de recherche.

La concurrence des universités conduira pourtant à l'affaiblissement de toutes les universités (même les Lilloises ne sont pas à l'abri d'un effondrement des effectifs dans certains secteurs). La coopération est donc indispensable et le PRES devait en être le lieu. Son action est d'ores et déjà un échec pointé par différentes évaluations (AERES, IGAENR, etc.) : il n'a pas su imposer une collaboration effective entre universités publiques. Le symbole en est certainement le désastreux dossier de la formation des maîtres. Il faut dire que le PRES fonctionne en vase clos et de manière peu transparente. Il ne s'agit pas ici d'incriminer son président ou sa "technostructure", pour reprendre le mot de certains. Les présidents d'universités sont membres du bureau du PRES et ils portent donc, plus que d'autres, la responsabilité de ses succès (assez rares) et de ses échecs (plutôt nombreux). Pourtant nombre d'entre eux se plaignent d'un fonctionnement opaque du PRES oubliant qu'ils en sont comptables. C'est donc le règne du double discours qui prévaut. Au PRES les présidents font (ou laissent faire) et disent (ou laissent dire). Dans leurs universités, ils critiquent ce qui s'est fait au PRES ou ce qui s'y est dit. Pour sortir du blocage, certains inventent de nouvelles institutions (une unique université publique régionale) alors que la veille ils s'étaient exprimés pour une université de Lille. Double discours, discours labile : personne ne s'y retrouve.

Tout cela pourrait avoir des airs sympathiques de village gaulois où tout le monde se bagarre mais où tout le monde s'aime bien. Le "Grand Emprunt" nous rappelle toutefois à la réalité. Le gouvernement, engagé dans une réforme radicale – et à nos yeux pernicieuse – de l'enseignement supérieur et de la recherche, veut faire émerger une dizaine de "pôles d'excellence" tout au plus. Ce projet n'est pas nouveau et il a été lancé concrètement dès la fin 2009. Pour avoir des chances de succès au "Grand Emprunt" et pour surmonter les handicaps qui sont les nôtres, il aurait fallu être très tôt "en ordre de bataille" mais, dans ce domaine comme dans d'autres, le PRES a failli. Sur les Labex, une certaine latitude a été donnée aux différents porteurs de projets mais l'organisation et le soutien technique ont fait défaut. Un exemple parmi tant d'autres : l'avant-veille du dépôt des projets, le PRES donnait encore des consignes de rédaction à leurs porteurs alors que ces derniers devaient se lancer dans la relecture !

Pour l'Idex aussi la méthode a manqué. De l'aveu même du président de l'université Lille 3, aucune ligne du pré-projet qui devait être déposé le 7 janvier 2011 n'avait été écrite le 20 décembre 2010². Comment imaginer qu'un document réclamant à l'État plus de 780 millions d'euros puisse s'écrire en trois semaines pendant la trêve des confiseurs ? Comment admettre que l'on ait pu présenter un "brouillon" (le terme est celui d'un des présidents d'une université lilloise) que l'on s'est bien gardé de soumettre au vote des conseils d'administration des universités ? Comment s'expliquer que l'on ait attendu autant de temps pour préparer un projet de cette ampleur ? Au fond croyait-on, et croit-on encore, à la possibilité de décrocher cette "Initiative d'excellence" ?

Aussi ne faut-il pas être étonné des réserves voire des oppositions que le projet d>IDEX ILNF a suscitées dans la communauté universitaire. À Lille 3, le conseil d'administration a voté le 28 janvier une résolution pour dire que ce

2. Cette information est issue d'un courrier, rendu public, du président de l'université Lille 3 au président du PRES.

document ne répondait pas à “l’exigence que mérite un projet ambitieux pour l’enseignement supérieur et la recherche dans le Nord-Pas-de-Calais”. L’auteur de ces lignes a même démissionné du conseil d’administration de cette université pour se plaindre du contournement des instances sur un dossier aussi stratégique. À Lille 1, une motion très critique à l’encontre du montage du projet avait été adoptée. Il paraît même – mais cela reste à vérifier tellement la chose est incroyable – que certains présidents d’université n’auraient pas vu passer le projet avant son dépôt. Il ne faut donc pas se payer de mots. Même si le jury de l’IDEX a pu juger “excellente” la prestation orale – et de ce fait miraculeuse – des porteurs du projet IDEX ILNF, ce projet ne suscite pas l’adhésion de la communauté universitaire régionale car il s’est construit sans elle, voire contre elle.

Il convient cependant de ne pas sombrer dans une sorte de condamnation fétichiste du PRES. Le PRES est ce qu’en font les présidents d’université – car ce sont eux qui ont l’essentiel du pouvoir en son sein – et les présidents sont élus par des conseils d’administration émanant des universitaires. De manière plus ou moins directe, les errements du PRES sont le reflet des indécisions de notre communauté universitaire régionale qui doit accepter de se remettre en cause pour éviter qu’un autre “drame” ne survienne.

Que faire ?

Il faut sortir de cette situation où les échecs sont masqués ou légitimés par l’invocation d’une sorte de destin régional auquel nous serions condamnés. Il faut sortir de cette situation où une coopération de façade est affichée alors que s’opère une concurrence féroce. Pourquoi ? Parce que le défi n’est pas tant de voir figurer nos universités dans le classement de Shanghaï que de répondre à ce que l’on attend d’un service public d’enseignement supérieur et de recherche dans une région marquée à la fois par ses handicaps sociaux et sa jeunesse. Ces jeunes générations, il faudra les former et leur donner toutes leurs chances d’insertion professionnelle, d’épanouissement personnel et de conscience civique. Comment pourrions-nous prétendre attirer des étudiants venus de tous les horizons si nous ne sommes pas capables de garder les nôtres ? La question n’est plus de savoir si les jeunes de Dunkerque resteront à Dunkerque mais si ceux du Nord-Pas-de-Calais resteront dans leur région s’ils veulent prétendre à une formation supérieure digne de ce nom. D’un point de vue économique, on peut également se demander si le capitalisme nordiste, même s’il surprend toujours par sa longévité et par sa capacité de renouvellement, arrivera à maintenir ses centres stratégiques dans la région. D’un point de vue intellectuel, comment ne pas s’attrister de voir s’essouffler des dynamiques scientifiques longtemps si fécondes alors que nos universitaires ne déméritent pas sur le plan scientifique ?

Pour sortir de cette ornière, il faut commencer par reconnaître la réalité telle qu’elle est. Cela suppose deux choses au moins. Ne pas faire passer les échecs pour des succès, les manquements pour des injustices, l’injustice pour une fatalité. Les résultats septentrionaux aux différents appels du PIA sont des échecs qui reposent *aussi* sur des dysfonctionnements collectifs et qui découlent *aussi* d’une politique injuste dénoncée en d’autres temps et en d’autres lieux. Reconnaître la réalité telle qu’elle est, c’est aussi reconnaître le travail qui se fait. Oui, on travaille dans nos universités. Oui, des coopérations interuniversi-

taires existent et fonctionnent. Oui, les diplômes universitaires servent à quelque chose. Appuyons-nous sur ce qui existe et sur ce qui fonctionne au lieu de nous condamner à un éternel retour.

Pour cela, il nous faut donc absolument confronter nos points de vue pour les faire évoluer et les rendre plus réalistes. À cet égard, les Assises régionales de l'enseignement supérieur et de la recherche projetées par le Conseil régional sont plus urgentes que jamais. Il aurait d'ailleurs fallu commencer par là. Comme notre échec remet, dans une certaine mesure, les compteurs à zéro, il n'est pas trop tard. Ces Assises doivent être le lieu où l'on aborde les questions qui fâchent : faut-il concentrer nos forces universitaires sur la métropole lilloise ? Ne peut-on pas répartir notre offre de formation ? Quel est l'état réel de cette dernière ? Comment une population étudiante socialement défavorisée peut-elle faire de vraies études ? Quelle recherche fait-on dans les écoles ? Une institution où l'on fait payer des droits d'inscription remplit-elle les mêmes objectifs qu'une institution où l'on n'en paie pas ? Les collectivités territoriales doivent-elles se substituer au retrait de l'État ? Doivent-elles concentrer leurs moyens ? Ces derniers sont-ils à la hauteur des enjeux ? Les entreprises ne doivent-elles recruter que des diplômés "prêts-à-l'emploi" ? Jusqu'à quel degré la professionnalisation des études a-t-elle un sens ? Toutes ces questions doivent donner lieu à un débat franc et public.

Il faut aussi que chacune des parties prenantes à ces débats affiche son degré de détermination et sa volonté politique. Les universitaires sont-ils réellement prêts à revoir leur mode de fonctionnement ? Autrement dit, sont-ils prêts à fermer certaines de leurs formations qui réunissent de faibles effectifs dans un établissement pour les mutualiser dans un autre ? Sont-ils prêts à prendre en compte l'importance de l'insertion de leurs étudiants dans la vie active ? Sont-ils prêts à prendre tous leur part du travail de "gestion" ? Sont-ils prêts à rendre des comptes de l'utilisation des fonds publics qu'on leur confie ? Les politiques sont-ils prêts à envisager la fermeture de certains sites universitaires si cela s'avérerait nécessaire ? Sont-ils prêts à faire réellement les investissements indispensables dans l'enseignement supérieur et dans la recherche ? Sont-ils prêts à considérer que la science n'est pas qu'affaire d'innovation et de compétitivité économique mais aussi affaire de valeurs et d'émancipation ? Les entreprises sont-elles prêtes à embaucher des docteurs en dehors des réseaux de (grandes) écoles ? Sont-elles prêtes à investir plus intensément dans la recherche-développement ? Sont-elles prêtes à reconnaître que la recherche fondamentale n'a pas à être utile et qu'elle n'est pas nécessairement inutile ? Si nous ne sommes pas prêts à tout cela, tous les débats seront vains et toutes nos candidatures aussi. Ces Assises pourraient donc avoir pour double ambition de voir affichée une volonté commune de débattre des vrais problèmes et de les régler.

L'autre chantier à mettre en oeuvre est une refonte du PRES. Plus que toute autre, notre région a besoin d'une instance de coopération entre les différents acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche et cette institution doit remplir correctement son rôle. Pour cela, il est nécessaire qu'elle bénéficie de compétences qui lui permettent de mettre en oeuvre une stratégie voulue par ses membres. Cette stratégie doit viser un développement du service public d'enseignement supérieur et de recherche conforme à l'idéal universitaire – osons le mot – et à des intérêts à la fois nationaux et locaux. Pour cela, l'exécutif d'un PRES réformé ne saurait être confié à des présidents d'universités en exercice. Même vertueux, ces derniers ne peuvent défendre à la fois les intérêts de

leurs établissements et une stratégie qui peut les remettre en cause. Aussi est-il nécessaire d'adjoindre au conseil d'administration du PRES, qui pourrait être le lieu de représentation des intérêts des établissements, un conseil de surveillance – ou un sénat académique – qui comporterait des membres des universités élus sur une base régionale et non pas par établissement. Encore faudrait-il, et le problème n'est pas mince, poser la question de la place des acteurs privés de l'enseignement supérieur, ce qui revient à se demander avec qui l'on veut coopérer et sur quelles bases.

L'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche en région – mais aussi au-delà – n'est pas qu'une question de présidents, de hauts fonctionnaires ou de grands patrons. C'est une question d'universitaires au sens large du terme – tous ceux qui constituent l'université –, de citoyens, d'entrepreneurs et de politiques. Dans un contexte troublé, où les tentations de repli et de rejet ne font que refléter la profondeur du désespoir de beaucoup, de bonnes volontés, plus nombreuses qu'on ne le croit, existent encore. Évitions qu'elles ne s'épuisent à force d'incohérence et de déni.